

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 95 — 57

23 DECEMBRE 1994. — Loi relative aux systèmes de protection des dépôts auprès des établissements de crédit (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Dans l'article 7 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, les alinéas 1er et 2, remplacés par la loi du 17 juin 1991, sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'Institut est administré par un comité de direction, composé d'un président et de sept membres nommés et révocables par le Roi.

Le président et trois membres sont nommés par le Roi. Les quatre autres membres sont choisis par le Roi sur une liste de trois candidats par mandat à pourvoir, présentée par l'assemblée générale des détenteurs de parts. »

Art. 2. Un article 7bis est inséré dans le même arrêté, libellé comme suit :

« Art. 7bis. § 1er. Lorsqu'il siège pour la gestion des systèmes de protection des dépôts que l'Institut a institués ou dont il assume la gestion, le comité de direction est complété par :

1° deux membres nommés par le Roi, sur une liste de trois candidats présentés par l'association professionnelle représentant les établissements de crédit;

2° deux membres nommés par le Roi.

Il est nommé, selon les mêmes modalités, un suppléant à chacun de ces membres, pour le remplacer en cas d'empêchement.

Les membres et les suppléants sont révocables par le Roi.

L'article 7, alinéa 4, est applicable aux mandats visés aux alinéas 1er et 2.

Une personne désignée par la Commission bancaire et financière, assiste, avec voix consultative, à toutes les délibérations du comité de direction.

Les articles 11 et 12 du présent arrêté ne sont applicables qu'aux opérations, délibérations et décisions relatives aux interventions d'indemnisation à charge de la gestion prévue à l'alinéa 1er. Les pouvoirs du commissaire du Gouvernement et du Ministre des Finances portent sur le respect du présent arrêté, des statuts de l'Institut et des protocoles que l'Institut aurait conclus relativement aux interventions précitées à charge des systèmes de protection des dépôts.

(1) Session 1994-1995.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1243/1. — Exposé des motifs. — Rapport, n° 1243/2. — Amendement, n° 1243/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 9 décembre 1994.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 1640/1. — Amendement, n° 1640/2. — Rapport, n° 1640/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 22 décembre 1994.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 95 — 57

23 DECEMBER 1994. — Wet inzake depositobeschermingsregelingen voor de kredietinstellingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut, worden het eerste en tweede lid, vervangen bij de wet van 17 juni 1991, vervangen als volgt :

« Het Instituut wordt bestuurd door een bestuurscomité dat bestaat uit een voorzitter en zeven leden die door de Koning worden benoemd en kunnen worden ontslagen.

De voorzitter en drie leden worden benoemd door de Koning. De vier andere leden worden door de Koning gekozen uit een lijst met drie kandidaten per te begeven mandaat, voorgedragen door de algemene vergadering van aandeelhouders. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7bis ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 7bis. § 1. Wanneer het bestuurscomité beraadslaagt en beslist omtrent het beheer van de depositobeschermingsregelingen die het Instituut heeft ingesteld of beheert, wordt dit comité aangevuld met :

1° twee leden, door de Koning benoemd op een lijst met drie kandidaten voorgedragen door de beroepsvereniging die de kredietinstellingen vertegenwoordigt;

2° twee leden die door de Koning worden benoemd.

Op dezelfde wijze wordt voor elk van die leden een plaatsvervanger benoemd ten einde hem in geval van verhindering te vervangen.

De leden en de plaatsvervangers kunnen door de Koning worden ontslagen.

Artikel 7, vierde lid, is van toepassing op de lastgevingen bedoeld in het eerste en tweede lid.

Een persoon aangesteld door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, woont, met raadgevende stem, alle beraadslagingen van het bestuurscomité bij.

De artikelen 11 en 12 van dit besluit zijn enkel van toepassing op de verrichtingen, beraadslagingen en beslissingen in verband met schadeloosstellingen waarmee rekening moet worden gehouden bij het beheer bedoeld in het eerste lid. De regeringscommissaris en de Minister van Financiën zijn bevoegd om toe te zien op de naleving van dit besluit, van de statuten van het Instituut en van de overeenkomsten die het Instituut zou hebben gesloten over de voormelde tegemoetkomingen ten laste van de depositobeschermingsregelingen.

(1) Zitting 1994-1995.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 1243/1. — Memorie van toelichting. — Verslag, nr. 1243/2. — Amendement, nr. 1243/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 december 1994.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1640/1. — Amendement, nr. 1640/2. — Verslag, nr. 1640/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 december 1994.

§ 2. Les délibérations du comité tel que constitué conformément au § 1er, doivent être acquises aux deux tiers au moins des voix des membres présents du comité lorsqu'il s'agit :

1° du principe et des modalités d'une intervention à charge des systèmes de protection des dépôts visés au § 1er et tendant à prévenir la défaillance d'un établissement de crédit;

2° du principe et des modalités des contributions complémentaires des établissements participants rendues nécessaires par l'insuffisance des disponibilités des systèmes pour faire face à une intervention préventive.

Les statuts règlent le quorum de présence requis et le mode de calcul des voix émises.

§ 3. Le comité de direction, tel que constitué conformément aux § 1er, peut consentir, tant aux organes ordinaires qu'à des agents de l'Institut, des délégations de pouvoir, avec pouvoir de subdélégation, pour l'exécution de ses décisions en matière de gestion des systèmes de protection des dépôts.

§ 4. Hors les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice en matière pénale, les membres du comité de direction de l'Institut, tel que constitué conformément au § 1er, les agents de l'Institut et toute personne appelée à collaborer à la gestion ou au contrôle de la gestion des systèmes de protection des dépôts visés au § 1er, ne peuvent divulguer à quelque personne ou autorité que ce soit les informations confidentielles qu'ils détiennent en raison de leurs fonctions pour le fonctionnement de ces systèmes de protection des dépôts.

Il est fait exception à l'interdiction prévue à l'alinéa 1er pour les communications d'informations avec la Commission bancaire et financière et avec les organismes gestionnaires de systèmes de protection des dépôts d'autres Etats dans le cadre de la collaboration nécessaire avec ces organismes.

Les infractions au présent paragraphe sont punies des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

Les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions au présent paragraphe.

§ 5. Les engagements pris par l'Institut dans le cadre des systèmes de protection des dépôts des établissements de crédit qu'il institue ou dont il assume la gestion, ne peuvent donner lieu à exécution que dans les limites des disponibilités de chacun de ces systèmes. L'alinéa 3 de l'article 5 ne s'étend pas aux engagements visés au présent paragraphe. »

Art. 3. A l'article 110 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « des déposants et détenteurs d'obligations et de bons de caisse en francs belges » sont remplacés par les mots « de certaines catégories de déposants »;

2° l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'article 22, les caisses d'épargne communales ne sont pas tenues de participer à un système de protection des dépôts des établissements de crédit. Le Roi détermine les informations que les caisses d'épargne communales doivent fournir à leurs déposants sur la protection de leurs dépôts. »

Art. 4. Dans la même loi sont insérés les articles 110bis, 110bis à 110sexies, libellés comme suit :

« Art. 110bis. Les articles 110bis à 110quinquies appliquent la Directive 94/19/C.E.E. du Parlement européen du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie de dépôts.

Art. 110bis. § 1er. Sauf dans les cas où la faillite a été déclarée, une requête en concordat judiciaire déposée ou un sursis de paiement accordé par une décision judiciaire, la Commission bancaire et financière prend les décisions constatant la défaillance d'un établissement de crédit de droit belge. Ce constat est fait au plus tard vingt et un jours après avoir établi pour la première fois que l'établissement de crédit n'a pas restitué les dépôts échus et exigibles.

La Commission bancaire et financière décide, par ailleurs, la prorogation des délais dans lesquels l'Institut rembourse les dépôts. Trois prorogations, au plus, peuvent être accordées, ne pouvant dépasser, chacune, trois mois. Elles ne peuvent être décidées que dans des circonstances très exceptionnelles et pour des cas particuliers de défaillance d'établissements de crédit.

§ 2. Voor de beslissingen van het comité als samengesteld overeenkomstig § 1, is ten minste twee derden van de stemmen van de aanwezige comitéleden vereist wanneer het gaat :

1° om het beginsel en de modaliteiten voor een tegemoetkoming ten laste van de in § 1 bedoelde depositobeschermingsregelingen die bedoeld is om te voorkomen dat een kredietinstelling in gebreke zou blijven;

2° om het beginsel en de modaliteiten voor de noodzakelijke aanvullende bijdragen van kredietinstellingen ingeval de beschikbare middelen van de regelingen niet meer zouden volstaan om een preventieve tegemoetkoming te financieren.

De statuten bepalen welk aanwezigheidsquorum is vereist en hoe de uitgebrachte stemmen moeten worden berekend.

§ 3. Het bestuurscomité zoals samengesteld overeenkomstig § 1 kan zowel aan de gewone organen als aan personeelsleden van het Instituut elk persoon wiens medewerking wordt gevraagd voor het beheer van of het toezicht op het beheer van de depositobeschermingsregelingen als bedoeld in § 1, aan geen enkele persoon of autoriteit de vertrouwelijke gegevens bekendmaken waarover zij beschikken in het kader van hun opdrachten voor de werking van deze depositobeschermingsregelingen.

§ 4. Behalve wanneer zij worden opgeroepen om in strafzaken te getuigen, mogen de leden van het bestuurscomité van het Instituut zoals samengesteld overeenkomstig § 1, de personeelsleden van het Instituut elk persoon wiens medewerking wordt gevraagd voor het beheer van of het toezicht op het beheer van de depositobeschermingsregelingen als bedoeld in § 1, aan geen enkele persoon of autoriteit de vertrouwelijke gegevens bekendmaken waarover zij beschikken in het kader van hun opdrachten voor de werking van deze depositobeschermingsregelingen.

Op het verbod van het eerste lid wordt een uitzondering gemaakt voor de mededeling van gegevens aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en aan de instellingen die depositobeschermingsregelingen van andere Staten beheren, in het kader van de noodzakelijke medewerking met deze instellingen.

Overtreddingen van deze paragraaf worden bestraft met de straffen van artikel 458 van het Strafwetboek.

De voorschriften van het eerste Boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de overtredingen van deze paragraaf.

§ 5. De verplichtingen van het Instituut in het kader van de depositobeschermingsregelingen voor de kredietinstellingen die het instelt of beheert, kunnen enkel worden uitgevoerd binnen de grenzen van de beschikbare middelen in elk van deze regelingen. Het derde lid van artikel 5 geldt niet voor de in deze paragraaf bedoelde verplichtingen. »

Art. 3. In artikel 110 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de spaarders en houders van obligaties en kasbons in Belgische frank » vervangen door de woorden « bepaalde categorieën van depositanten »;

2° het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van artikel 22, moeten de gemeentespaarkassen niet deelnemen aan een depositobeschermingsregeling voor de kredietinstellingen. De Koning bepaalt welke informatie de gemeentespaarkassen aan hun depositanten moeten verstrekken over de bescherming van hun deposito's. »

Art. 4. In dezelfde wet worden de artikelen 110bis, 110bis tot 110sexies ingevoegd, die als volgt luiden :

« Art. 110bis. De artikelen 110bis tot 110quinquies voorzien in de toepassing van Richtlijn 94/19/E.E.G. van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 1994 inzake de depositogarantiestelsels.

Art. 110bis. § 1. Behalve in de gevallen waarin het faillissement werd uitgesproken, een verzoek om gerechtelijk akkoord werd ingediend of een uitstel van betaling werd toegestaan bij gerechtelijke beslissing, neemt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de beslissingen waarmee het in gebreke blijft van een kredietinstelling naar Belgisch recht wordt vastgesteld. Deze vaststelling geschiedt uiterlijk eenentwintig dagen na dat voor het eerste is vastgesteld dat een kredietinstelling heeft nagelaten een verschuldigd en betaalbaar deposito terug te betalen.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen beslist over de verlenging van de termijnen waarbinnen het Instituut de deposito's terugbetaalt. Er mogen, ten hoogste, drie verlengingen worden toegestaan die per keer niet langer mogen zijn dan drie maanden. Zij mogen enkel worden toegestaan in zeer uitzonderlijke omstandigheden en specifieke gevallen waarin kredietinstellingen in gebreke blijven.

§ 2. Sans préjudice d'éventuelles franchises conformes au droit européen, les systèmes de protection des dépôts institués ou gérés par l'Institut prévoient le remboursement, à concurrence d'au moins 20 000 écus, ou de la contrevaletur de cette somme, des dépôts et des bons de caisse, obligations et autres titres bancaires de créances nominatifs ou en dépôts à découvert, libellés en francs belges, en écus ou en devises d'Etats membres de l'Union européenne, tels que ces dépôts et titres sont définis, conformément au droit européen, par les actes constitutifs de ces systèmes. La somme précitée de 20 000 écus est, jusqu'au 31 décembre 1999, remplacée par celle de 15 000 écus.

Le Roi règle le contenu de l'information à procurer aux déposants par les établissements de crédit concernant la couverture de leurs avoirs résultant des systèmes précités.

Art. 110ter. § 1er. L'Institut de réescompte et de garantie prend les mesures et dispositions nécessaires pour permettre aux succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne de participer aux systèmes de protection des dépôts des établissements de crédit qu'il institue ou dont il assume la gestion, en vue de compléter, dans les limites de ces systèmes, les garanties procurées par le système auquel l'établissement adhère dans son Etat.

Si la succursale qui a fait usage de la faculté prévue par l'alinéa 1er ne remplit pas ses obligations envers le système de protection des dépôts auquel il participe, l'Institut, en collaboration avec la Commission bancaire et financière, en saisit l'autorité qui a délivré l'agrément à l'établissement de crédit dont relève la succursale. A défaut de redressement de la situation dans les douze mois, l'Institut peut, de l'avis conforme de cette autorité, exclure la succursale au terme d'un préavis de douze mois. Les dépôts à terme antérieurs à l'exclusion restent couverts par le système de protection jusqu'à leur échéance. Les autres dépôts antérieurs à l'exclusion restent couverts pendant douze mois. Les déposants auprès de la succursale sont informés, par celle-ci ou, à défaut, par la Commission bancaire et financière, de la cessation de la couverture.

§ 2. La Commission bancaire et financière peut, à dater du 1er janvier 1995 et jusqu'au 31 décembre 1999, exiger que les succursales établies en Belgique par des établissements de crédit relevant du droit de l'Espagne ou de la Grèce dont, jusqu'à la deuxième date précitée, les engagements ne sont pas couverts par un système de protection des dépôts institué dans ces Etats, participent à un des systèmes de protection des dépôts institués ou gérés par l'Institut de réescompte et de garantie.

Art. 110quater. Le Roi peut, sur avis de la Commission bancaire et financière et de l'Institut de réescompte et de garantie déterminer le mode d'évaluation et de calcul de la contribution initiale à verser aux systèmes de protection des dépôts visés au § 1er par les établissements de crédit qui y adhèrent pour la première fois et pour lesquels ne sont pas versées des contributions suffisantes apportées par un système auquel ils auraient adhéré antérieurement ou qui ne bénéficient pas de la garantie visée à l'article 110sexies.

Art. 110quinquies. § 1er. Les créances de l'Institut en principal et accessoires sur un établissement de crédit au titre des ressources des systèmes de protection des dépôts sont privilégiées sur la généralité des biens meubles de cet établissement.

Le privilège visé à l'alinéa premier prend rang immédiatement après ceux mentionnés aux 4^{onovies} de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851.

L'affectation par préférence créée par l'article 19 *in fine* de la loi du 16 décembre 1851 est applicable aux créances de l'Institut visées à l'alinéa premier du présent paragraphe.

§ 2. Les recettes et les produits des avoirs des systèmes de protection des dépôts ne constituent pas pour l'Institut de réescompte et de garantie un revenu au sens de l'article 24 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 110sexies. En cas d'interventions, entre le 1er janvier 1995 et la date limite fixée conformément à l'alinéa 4, des systèmes de protection des dépôts des établissements de crédit, institués ou gérés par l'Institut de réescompte et de garantie pour faire suite aux

§ 2. Onverminderd eventuele franchises overeenkomstig het Europees recht, voorzien de depositobeschermingsregelingen ingesteld of beheerd door het Instituut, ten belope van ten minste 20 000 ecu of de tegenwaarde van dit bedrag, in terugbetaling van de deposito's en kasbons, obligaties en andere bancaire schuldvorderingsbewijzen op naam of in open bewaargeving die in de oprichtingsakte van deze regelingen zijn gedefinieerd overeenkomstig het Europees recht en zijn uitgedrukt in Belgische frank, in ecu of in de munt van een Lid-Staat van de Europese Unie. Tot 31 december 1999 wordt voornoemd bedrag van 20 000 ecu vervangen door 15 000 ecu.

De Koning bepaalt welke informatie de kredietinstellingen aan de deposanten moeten verstrekken over de dekking van hun tegoeden ingevolge de voornoemde regelingen.

Art. 110ter. § 1. Het Herdiscontering- en Waarborginstituut neemt de nodige maatregelen en schikkingen om de bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, in staat te stellen deel te nemen aan de depositobeschermingsregelingen voor kredietinstellingen die het instelt of beheert, met de bedoeling, binnen de grenzen van deze regelingen, de waarborgen verstrekt door de regeling waaraan de instelling in haar Staat deelneemt, aan te vullen.

Indien het bijkantoor dat de mogelijkheid van het eerste lid heeft benut, zijn verplichtingen niet nakomt tegenover de depositobeschermingsregeling waaraan het deelneemt, wendt het Instituut zich in samenwerking met de Commissie voor het Bank- en Financieuzen tot de autoriteit die de vergunning heeft verleend aan de kredietinstelling waarvan het bijkantoor afhangt. Indien de toestand niet binnen twaalf maanden wordt verholpen, kan het Instituut, op eensluidend advies van deze autoriteit, het bijkantoor uitsluiten na afloop van een opzeggingstermijn van twaalf maanden. De termijndeposito's van vóór de uitsluiting blijven tot hun vervaldag gedekt door de beschermingsregeling. De andere deposito's van vóór de uitsluiting blijven nog twaalf maanden gedekt. De deposanten worden door het bijkantoor of, zoniet, door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen op de hoogte gebracht van het verval van de dekking.

§ 2. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan, vanaf 1 januari 1995 en tot 31 december 1999, eisen dat de bijkantoren die in België zijn gevestigd door kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van Spanje of Griekenland en waarvan, tot de tweede voornoemde datum, de verplichtingen niet zijn gedekt door een depositobeschermingsregeling ingesteld in deze Staten, deelnemen aan één van de depositobeschermingsregelingen ingesteld of beheerd door het Herdiscontering- en Waarborginstituut.

Art. 110quater. De Koning kan, op advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en van het Herdiscontering- en Waarborginstituut de waarderings- en berekeningswijze vaststellen voor de initiële bijdrage die moet worden gestort aan de in § 1 bedoelde depositobeschermingsregelingen door de kredietinstellingen die voor het eerst toetreden en waarvoor onvoldoende bijdragen worden ingebracht, afkomstig van een regeling waarin zij vroeger hebben deelgenomen of die in de in artikel 110sexies bedoelde waarborg niet genieten.

Art. 110quinquies. § 1. De schuldvorderingen in hoofdsom en de bijkomende schuldvorderingen van het Instituut op een kredietinstelling in het kader van de middelen van de depositobeschermingsregelingen zijn bevoorrecht op alle roerende goederen van die instelling.

Het in het eerste lid bedoelde voorrecht komt onmiddellijk na de voorrechten vermeld in 4^{onovies} van artikel 19 van de wet van 16 december 1851.

De toewijzing bij voorkeur, ingevoerd bij artikel 19 *in fine* van de wet van 16 december 1851, is van toepassing op de schuldvorderingen van het Instituut bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf.

§ 2. Voor het Herdiscontering- en Waarborginstituut zijn de ontvangsten en opbrengsten van de activa van de depositobeschermingsregelingen geen inkomsten in de zin van artikel 24 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Art. 110sexies. Ingeval tussen 1 januari 1995 en de overeenkomstig het vierde lid vastgestelde datum, in het kader van de depositobeschermingsregelingen van de kredietinstellingen, ingesteld of beheerd door het Herdiscontering- en Waarborginstituut, ter

systèmes entrés en vigueur le 1er janvier 1985 et rendues nécessaires par la situation :

- du Crédit communal de Belgique;
- de la Caisse nationale de crédit professionnel;
- de l'Institut national de crédit agricole;
- de l'Office central de crédit hypothécaire;
- de la Caisse générale d'épargne et de retraite-Banque;
- de la Société nationale de crédit à l'industrie,

l'Etat met à disposition un montant maximum de 3 milliards pour l'ensemble des interventions précitées.

L'usage du montant précité de 3 milliards ne porte pas préjudice au jeu préalable de la garantie de l'Etat prévue aux articles 249 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé et 56, alinéas 3 et 4 de l'arrêté royal du 29 septembre 1993 modifiant la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit et, en ce qui concerne la Société nationale de crédit à l'industrie, à l'article 249 de la loi précitée du 17 juin 1991.

Après épuisement du montant précité de 3 milliards, il est fait appel aux ressources nouvelles versées, après le 1er janvier 1995, aux systèmes de protection des dépôts visés à l'alinéa 1er.

En tout cas, la garantie de l'Etat faisant l'objet du présent article se réduira et prendra fin, pour les montants auxquels il n'y aura pas été fait appel et pour chacun des établissements de crédit pour lesquels elle a été constituée, dans les mêmes conditions que celles qui seront prévues par les actes constitutifs du système en vigueur pour le remboursement aux établissements de crédit du solde éventuel des avoirs constitués dans le système de protection des dépôts auquel fait suite, pour l'établissement considéré, le système en vigueur. »

Art. 5. Les articles 248 et 249, § 6, remplacés par la loi du 22 mars 1993, de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé sont abrogés.

Art. 6. L'article 47 de l'arrêté royal du 29 septembre 1993 modifiant la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit est abrogé.

Art. 7. L'article 12 de l'arrêté royal du 20 juillet 1994 modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie et organisant l'apport de la participation de l'Etat dans la Société nationale de crédit à l'industrie à la Caisse générale d'épargne et de retraite-Holding est abrogé.

Art. 8. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

vervanging van de regelingen die in werking zijn getreden op 1 januari 1985, een tegemoetkoming wordt verleend ten gevolge van de toestand van :

- het Gemeentekrediet van België;
 - de Nationale Kas voor Beroepskrediet;
 - het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet;
 - het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet;
 - de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank;
 - de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid,
- stelt de Staat een bedrag van ten hoogste 3 miljard ter beschikking voor alle voormelde tegemoetkomingen.

De aanwending van het voormelde bedrag van 3 miljard neemt niet weg dat eerst de Staatswaarborg speelt zoals bedoeld in de artikelen 249 van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen en 56, derde en vierde lid van het koninklijk besluit van 29 september 1993 tot wijziging van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, en, in artikel 249 van de voormelde wet van 17 juni 1991, voor de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

Als het voormelde bedrag van 3 miljard volledig is besteed, wordt geput uit de nieuwe middelen die na 1 januari 1995 zijn gestort aan de in het eerste lid bedoelde depositobeschermingsregelingen.

In elk geval zal de Staatswaarborg waarvan sprake in dit artikel, voor de niet aangewende bedragen en voor elk van de kredietinstellingen waarvoor zij gold, worden afgebouwd en vervallen onder dezelfde voorwaarden als de voorwaarden die zullen worden bepaald in de oprichtingsakten van de geldende regeling voor de terugbetaling aan de kredietinstellingen van het eventuele saldo van de goederen gevormd in het kader van de depositobeschermingsregeling die, voor de betrokken instelling, wordt vervangen door de geldende regeling. »

Art. 5. De artikelen 248 en 249, § 6, vervangen bij de wet van 22 maart 1993, van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 47 van het koninklijk besluit van 29 september 1993 tot wijziging van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 12 van het koninklijk besluit van 20 juli 1994 tot wijziging van het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid en tot regeling van de inbreng in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Holding van de deelneming van de Staat in de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, wordt opgeheven.

Art. 8. De bepalingen van deze wet treden in werking op 1 januari 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET